

**FO Energie et Mines remet au rapporteur du projet
de loi NOME au Sénat plus de 15 000 pétitions
demandant le retrait de ce texte**

Septembre 2010

Le 20 septembre 2010, une délégation de FO Energie et Mines a été reçue au Sénat par les services de Ladislas PONIATOWSKI, rapporteur du projet de loi sur la Nouvelle Organisation du Marché de l'Electricité (NOME) pour lui remettre plus de 15 000 pétitions demandant le retrait de ce texte, émanant de l'ensemble des entreprises de la Branche, EDF, ERDF/GrDF, SNET, CNR, GDF SUEZ, RTE, CNIEG...

FO Energie et Mines a rappelé les motifs de son opposition à un **texte qui impose à EDF de céder 25% de sa production d'électricité nucléaire aux autres fournisseurs, qui tournent le dos au service public** et qui va s'accompagner d'une forte hausse des prix de l'électricité.

En particulier, FO Energie et Mines a souligné que ce **texte n'incitait pas aux investissements** puisqu'il suffit aux autres fournisseurs de demander un accès au nucléaire d'EDF : c'est d'ailleurs ce qu'est déjà en train de faire la société Eon.

FO Energie et Mines a également dénoncé cette **logique européenne absurde qui prône la concurrence** comme un but en soi, **alors que celle-ci était censée être dans l'intérêt des clients**. Tout cela montre le côté purement idéologique de ce texte qui risque, en outre, d'amener rapidement à une filialisation du parc nucléaire d'EDF, au nom de l'identification de ses coûts.

La délégation FO Energie et Mines a également abordé les sujets sociaux de nos industries, qui sont en soi déconnectés de la loi NOME.

Nous avons en particulier rappelé notre **hostilité totale au projet sur les retraites du Gouvernement** et dénoncé également les attaques de la Cour des Comptes contre nos régimes de retraite et maladie.

Nous avons aussi demandé le respect par le Gouvernement des engagements pris envers les Fédérations et notamment **l'extension explicite du statut des IEG aux commerciaux** ainsi que le maintien pour GDF SUEZ de la possibilité de rester en dehors de l'assurance chômage.

Sur tous ces points, nous continuons le pressing tant auprès du rapporteur qu'auprès du Cabinet de Monsieur BORLOO qui nous a reçus la semaine dernière.